

Convergences fécondes

Un malheur ne vient jamais seul. L'attentat de Batna a éclipsé du devant de l'actualité nationale et de l'intérêt de l'opinion publique les travaux du 4^e Congrès du FFS, dit du Millénaire par ce qu'il a l'ambition légitime de construire un Etat de droit selon les normes universelles et de gouverner le pays selon les principes démocratiques.

L'événement est articulé autour d'un personnage central atypique, inflexible, incontournable et porteur d'espoirs : Hocine Aït Ahmed. L'homme est atypique parce qu'il évolue, depuis l'indépendance, dans l'entre-deux, sur le fil du rasoir, entre les groupes hégémoniques rentiers post-coloniaux et leurs rejetons biologiques et sociaux d'aujourd'hui, d'une part, et une déferlante totalitaire fondamentaliste enfantee par les effets différés de la dérive policière populo-nationaliste, d'autre part. A ce titre, c'est un miracle qu'il soit encore parmi nous.

Il faut dire, croyons-nous, que dans la trajectoire qu'il s'est fixée sans concession, il

est aussi craint que respecté. Pour faire partie de ceux qui le respectent, nous lui reconnaissons une sacrée dose de courage et de souplesse pour échapper à une logique imparable et implacable qui en a emporté plus d'un : il cherche à comprendre ? on lui coupe la langue ; il s'entête à rester libre ? on lui coupe les vivres ; il est irrécupérable ? on lui coupe la tête.

Dans ce processus particulier dont l'issue risque fort d'être une fin d'hostilités faite de combattants, il demeure incontournable dans la quête du grand nombre pour une transition vers la troisième voie, l'entre-deux, le tiers exclu - une transition furtivement entrevue dans une vaine tentative d'ouverture par effraction, de l'intérieur du système, de l'Etat à la société sous Hamrouche.

Aït Ahmed participe encore assidûment à cette quête avec une dimension forte, doublement sacrificielle, de père fondateur : il cumule le prestige du « chef historique » pour avoir conduit l'OS dès février 1947, et de l'opposant du premier jour au coup d'Etat

permanent contre la première et dernière République (celle du GPRA de Ferhat Abbas).

Il n'en tire cependant ni gloriole, ni privilèges, « fidèle dans l'instant et dans la durée à ses engagements personnels et collectifs ». Il porte ce sacrifice sous le poids, déjà lourd, de ses 81 ans, comme le berger d'une tribu qui refuse le parjure malgré ce qu'il endure, après avoir balisé les chemins de sa liberté : Novembre, Bandoeng, la Soummam, le GPRA. Mais, d'où, diable, tient-il tant d'entraîné et d'énergie ? Son secret : pour avoir eu « à vivre et à partager des pans de vie entière avec les Belouizad, Ben M'hidi, Benboulaïd et des milliers d'anonymes, des hommes et des femmes exceptionnels, des héros au quotidien pour qui les mots avaient leur plein sens, chaque mot était dans son sens, son juste sens, pas plus que son sens mais pas moins aussi, et dont les faits et gestes quotidiens reflètent à chaque instant une harmonie entre dire et faire, entre parole et acte ».

C'est dans son rapport aux mythes fondateurs que le système trahit le mieux son caractère anti-national. A ce titre, son rapport au dernier mythe que représente Aït Ahmed, qualifié de traître ou de régionaliste (d'une Kabylie insidieusement traitée de « terre étrangère ») selon le cas, est une expression manifeste de ce caractère. On en connaît l'issue : le nihilisme, le négationnisme ou carrément le génocide identitaire. Sur ce point, Hamrouche peut s'autoriser à dire que « le pouvoir n'a pas d'identité nationale ». L'ancien chef du gouvernement affirme avoir

l'impression que « nous avons un pouvoir sans couleur ». La couleur idéologique importe peu pour lui, mais ce qu'il critique, c'est « l'absence d'identité nationale » et de « volonté nationale » chez les tenants du pouvoir. A ces derniers, il reproche de « gérer le pays en s'éloignant de sa population » et de prétendre vouloir construire un système démocratique « par des voies autoritaires ». Pour Mouloud Hamrouche, la démocratie « ne peut se défendre ni par le char, ni par la répression, ni par des brigades en chemises noires ou vertes ». Pour lui, elle passe nécessairement par l'acceptation des « conséquences » des urnes et l'émergence de nouvelles élites dirigeantes.

Inflexible, Aït Ahmed l'est parce qu'il porte des convictions pacifiques construites sur l'idée que force doit être à la politique et non à la politique de la force pour « bannir à jamais la guerre civile, la guerre contre les civils et toutes les violences et les dérives à caractère ethniciste et régionaliste ». Un thème également récurrent chez Ahmed Taleb Ibrahim qui avait consacré la formule de « la force du droit, non le droit du plus fort ».

Or, pour y parvenir, il a fort à faire parce que c'est lui qui le souligne, « l'Etat est plus que jamais privatisé, la société est de plus en plus étatisée, les rapports sociaux sont encore empreints de violence et de brutalité, le désordre social est ordinairement banal et la paix civile est obtenue par la domination, elle n'est pas le fruit d'une démarche ou d'un esprit de négociation ». Autant d'« incuries » relevant plus du désordre social que

du contrat social, de la médiation politique ou du compromis, alors même que « nous habitons dans la même maison même si nous sommes dans des pièces différentes ». Ces incuries ont pour conséquences l'absence de self-control, de regard et de contrôles populaires.

Au-delà de la sphère dirigeante, la classe politique n'a pas de relais ni d'ancrage populaire. Si bien que s'insérer dans la proximité du pouvoir relève, pour elle, de l'urgence vitale.

Ces premiers ingrédients suffisent à retarder l'émergence d'institutions « crédibles, légitimes, débarrassées des scories népotiques et mafieuses qu'elles connaissent aujourd'hui ».

A ce moment précis de sa démonstration, Aït Ahmed était naturellement attendu sur la question sensible de l'institution militaire. Il est regrettable que ses propos n'aient pas été entendus, et encore moins reproduits, suite à un jugement sans procès. Or, qu'en pense-t-il ouvertement ?

« Aucun pays, fût-il la Suisse, le Vatican ou l'Algérie, ne peut se passer d'une armée. C'est une institution républicaine. Elle est nécessaire à la défense du pays, à son intégrité et à son développement. Quand, de gré ou de force, elle outrepassa ses missions, quand par un jeu de rapport de force elle soumet les autres institutions elle se fait du mal à elle-même d'abord et devient le contraire de ce qu'elle souhaite être et de ce qu'elle doit être. L'histoire jugera et dira qui respecte l'armée : celui, celles et ceux qui lui rappellent ses devoirs et ses mis-



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

sions et le respect de la discipline légale ou les laudateurs et autres aventuriers qui louent sa force et l'incitent à l'utiliser à l'exclusion des voix ou d'issues plus politiques, moins expéditives, moins sanglantes ».

Une vision que partagent nombre de ses partenaires, de l'intérieur et de l'extérieur du pouvoir. Un partenariat qu'il n'entend pas laisser en si bon chemin, sans après constatant « une convergence stratégique qui appelle une convergence tactique » (dixit Rachid Helat) et « une volonté de transcender l'action partisane », à partir du « primat du politique sur l'organique » (dixit Tabbou) et « contre une politique d'apparat ou d'appareil » (dixit Aïssat).

Comme pour faire écho à de tels attentes, Mouloud Hamrouche n'est également pas convaincu de la nécessité de changement des hommes, le « vrai changement » demeurant, selon lui, « celui qui passe par le changement des règles » de gestion et d'accès au pouvoir.

A. B.

FELICITATIONS

Le foyer de notre ami Radji Karim vient d'être égayé par la naissance d'un joli poupon prénommé

Amine

En cette heureuse occasion, ses amis Fouad Boughanem et Nacer Belhadjoudja le félicitent et souhaitent un prompt rétablissement à la maman et une longue vie au bébé.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



LETTRES AUX MAL-RÉCONCILIÉS !

Alors que les terroristes avec leurs bombes font BOUM, le régime avec ses marches fait FLOP.

C'est pas le même son !

Quoi ? Qu'est-ce que j'apprends ? Que les Algériennes et les Algériens ont boycotté en masse les marches contre le terrorisme et pour la réconciliation spontanément organisées pour eux par les tailleurs patentés du régime ? C'est une honte de s'abstenir ainsi ! Je n'ai pas encore les chiffres de cette abstention historique à une « marche soudaine ». Il n'y a pas eu de conférence de presse du ministère de l'Intérieur consacrée à cette question. Mais l'on peut d'ores et déjà avancer quelques explications. Si les Algériennes et les Algériens n'ont pas marché en masse, c'est qu'ils ont dû préférer aller à la plage. Car, comme chacun sait, la meilleure période pour se prélasser sur le sable, pour se dorner au soleil, c'est la mi-septembre. Les UV sont moins dangereux pour la peau. Les places de parking sont moins chères. Et les vendeurs ambulants de beignets font des promotions, pour deux beignets au miel achetés, le troisième au sucre est offert ! Mais la plage et ce mois de septembre caniculaire (il a été enregistré 8 millimètres de pluies dans la nuit de dimanche à lundi) ne peuvent justifier encore moins pardonner l'aveugle et

lâche abstention de ces mauvais citoyens, de ces mal-réconciliés qui ont refusé de scander les vertus du pardon sur tous les modes de l'indicatif. Les autorités se doivent donc de réagir, comme elles savent le faire si bien en de telles circonstances. Et j'ai ouïe dire que le ministère de l'Intérieur aurait achevé la confection de millions de lettres qui devraient être adressées à toutes celles et tous ceux qui se sont abstenus d'accomplir leur devoir de marcher au pas. Les récalcitrants à la marche forcée devront répondre à une question et une seule : « Pourquoi, le dimanche 9 septembre, alors que vos dirigeants bien-aimés vous demandaient gentiment, par convois entiers de bus et par après-midi chômés et payés, de marcher en cadence, vous vous êtes abstenus ? » Ces millions de lettres devraient parvenir incessamment sous peu à leurs fainéants destinataires.

S'ils ne répondent pas dans les délais à ce courrier, ils s'exposeront à une sanction exemplaire, une peine maximale par les temps qui... courent : être placés au premier rang des spectateurs sur le trajet de Abdekka lorsqu'il ira en visite de travail dans une wilaya. J'en frissonne d'horreur pour ces malheureux ! Tout en fumant du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

PENDANT TOUT L'ÉTÉ, AVEC CHAQUE SWATCH ACHETÉE EMPORTEZ UN SAC TRÈS FUNKY!

swatch

C'EST DANS LE SAC